

Le mémorial du génocide pensé dans les Deux-Sèvres

Un mémorial a été inauguré le 2 juin à Paris. Trois Deux-Sévriens à l'origine de l'ONG Ibuka France, qui avait lancé ce projet, étaient présents dans la tribune officielle.

Le mémorial du génocide au Rwanda a été inauguré à Paris mardi 2 juin dernier pour commémorer le génocide au printemps 1994 d'environ un million de Tutsis. Trois Deux-Sévriens, Espérance Brossard, Békir Gunes et Lydia Zanette, étaient présents dans la tribune officielle à l'invitation des présidents français et rwandais, à l'origine de l'ONG Ibuka France qui avait lancé ce projet. Espérance Brossard en a été la présidente fondatrice et en reste la présidente d'honneur.

Comment est née Ibuka France ?

Espérance Brossard : « Avec d'autres rescapés du génocide, nous participions à des retrouvailles pour commémorer le génocide et nous soutenir, mais nous n'avions pas d'existence officielle. Avec des amis niortais et rwandais, en avril 2001, lors d'une rencontre à Saint-Martin-de-Bernegoue chez Peuples d'ici et d'ailleurs, l'ONG que présidait Békir Gunes avec sa compagne Lydia Zanette, nous avons eu l'idée de créer une association à l'instar d'Ibuka au Rwanda et d'une section Ibuka en Belgique. Et le 29 octobre 2002, l'association était officiellement créée à Niort. C'est pourquoi le président Macron a cité Ibuka et Niort dans son discours d'inauguration le 2 juin. »

Comment s'est mûrie l'idée d'un mémorial ?

E. B. : « Comme l'a dit le président Macron, c'est l'aboutisse-



Espérance Brossard entre Békir Gunes et Lydia Zanette près du puits de Bernegoue où est né le projet de créer l'ONG Ibuka France à l'origine du mémorial inauguré cette semaine à Paris avec les présidents français et rwandais. (Photo NR)

ment d'un long processus. Ibuka signifie mémoire et justice, et nous agissons pour entretenir le souvenir du génocide et poursuivre les génocidaires encore présents en France. Emmanuel Macron s'est rendu au Rwanda et a reconnu une responsabilité de la France, confirmée par la commission d'histoire présidée par Vincent Duclert. Il a aussi accepté notre demande d'une journée nationale de commémoration, qui se situe le 7 avril, date du début du génocide, et l'idée d'un mémorial qui, placé à Paris, concrétise le rapprochement entre la France et le Rwanda. »

Pourquoi ce nom de « L'Archive » donné au mémorial ?

E. B. : « L'artiste Grada Kilomba a réalisé une œuvre symbolique sobre avec deux stèles en laiton noir posées sur une esplanade de lave émaillée composée de multiples triangles noirs et blancs. Les stèles, ce sont les archives qui renferment les rêves et les douleurs ; le vide entre elles, c'est l'oubli qu'il faut combler ; les triangles, ce sont les mille collines du pays. Des QR codes permettent d'accéder à des ressources. »

Aujourd'hui, quelle est la raison d'être d'Ibuka ?

E. B. : « Nous continuons à être partie civile dans les procès contre les présumés génocidaires, comme l'épouse de l'ancien président rwandais. Le gé-

nocide a été introduit dans les programmes d'histoire en Terminale et nous intervenons à la demande dans des établissements scolaires. Ainsi, une lycéenne de la région m'a contactée par l'intermédiaire d'un ami professeur d'histoire car, pour son oral de bac ce mois-ci, elle souhaitait évoquer le viol comme arme de guerre pendant le génocide au Rwanda. Je l'ai mise en relation avec ma sœur au Rwanda qui a fait sa thèse sur ce thème. Et Ibuka continue à enrichir son site internet (ibuka-france.org) avec de nombreuses ressources, comme sur le mémorial de Paris. »

Propos recueillis par cor. NR : Guy Brangier